

N° 4274¹
4099¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1996-1997

PROJET DE LOI

**concernant la création de comités d'élèves auprès
des lycées et lycées techniques et la création d'une conférence nationale
des élèves issue de ces comités**

PROPOSITION DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968
portant réforme de l'enseignement**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(10.6.1997)

Par dépêche du 13 mars 1997 le Premier Ministre a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique élaboré par le ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Au texte étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles.

Par dépêche du 5 décembre 1995 le Premier Ministre avait saisi le Conseil d'Etat d'une proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement. Cette proposition de loi, déposée à la Chambre des députés par le député Eugène Berger lors de la séance du 23 novembre 1995, vise à modifier l'article 54 de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement en prévoyant la création „auprès de chaque établissement d'enseignement secondaire d'un comité d'élèves dont la composition et les attributions seront déterminées par règlement grand-ducal”.

Comme le projet de loi élaboré par le ministre de l'Education nationale a un champ d'application plus large en visant la création de comités d'élèves tant dans les lycées que dans les lycées techniques, le Conseil d'Etat est d'avis que la proposition de loi devient sans objet.

Le projet de loi se limitant à prévoir la création des comités d'élèves tout en réservant à un règlement grand-ducal toutes les modalités d'exécution, y compris leurs attributions, le Conseil d'Etat avait prié le Gouvernement de lui transmettre le projet de ce règlement grand-ducal.

*

Aux termes de l'exposé des motifs la création de comités d'élèves doit permettre aux élèves de mieux articuler leurs besoins et leurs aspirations en mettant à leur disposition des structures adéquates. La création des comités d'élèves constituerait ainsi un pas dans la participation des élèves à la vie de l'école.

Les attributions des comités d'élèves, d'après les informations fournies par le ministère de l'Education nationale et la Formation professionnelle, peuvent se résumer en quatre points:

- le droit de représenter les élèves de l'établissement auprès de la direction, auprès des autres partenaires de l'école ainsi que dans le conseil d'éducation de l'établissement et dans la conférence nationale;
- la possibilité d'organiser des activités culturelles, sociales ou sportives;
- la possibilité d'informer les élèves;

- ... la possibilité de créer des commissions et de formuler des propositions sur la vie scolaire et le travail des élèves.

Le Conseil d'Etat constate cependant qu'il y a recoupement entre ces attributions et celles prévues pour les conseils d'éducation au règlement grand-ducal du 23 mai 1991 portant organisation des conseils d'éducation auprès des lycées et des lycées techniques. Il en est ainsi notamment en ce qui concerne l'organisation d'activités culturelles, sociales ou sportives ou encore la formulation de propositions intéressant la vie scolaire des établissements.

Mise à part cette critique d'ordre général, le Conseil d'Etat approuve le projet de loi. Toutefois, il est d'avis que les attributions des comités d'élèves ou au moins le cadre général de ces attributions devraient être inscrits dans la loi.

*

EXAMEN DU TEXTE

Intitulé

Comme ce projet a pour objet de modifier la loi du 4 septembre 1990, le Conseil d'Etat propose, pour des raisons de légistique, de modifier l'intitulé en relevant qu'il s'agit, pour le présent projet, d'une modification de la loi du 4 septembre 1990.

Article 1er

Le texte du projet présenté par le Gouvernement ne comprend qu'un seul article. Il aurait été préférable de marquer qu'il s'agit d'un article unique. Toutefois, comme le Conseil d'Etat proposera de compléter le texte par un article 2 concernant la date de la mise en vigueur du projet, il propose de maintenir „l'article 1er“.

Quant au texte de cet article, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est indiqué, dans le but de rehausser l'importance tant des comités d'élèves que de la conférence nationale, de reprendre leurs attributions dans le texte de la loi.

Le Conseil d'Etat propose partant de rédiger les alinéas 1 et 2 de l'article 45bis de la loi modifiée du 4 septembre 1990 comme suit:

„Il est créé auprès de chaque lycée et lycée technique un comité d'élèves qui a pour mission de représenter les élèves auprès de la direction de l'établissement et auprès des associations formées respectivement par les enseignants et par les parents, d'informer les élèves sur tous les problèmes en relation avec leurs études, d'organiser des activités culturelles, sociales ou sportives et de formuler toutes les propositions concernant la vie scolaire et le travail des élèves.

A cet effet, les comités d'élèves peuvent créer des commissions spéciales à caractère consultatif.“

En ce qui concerne l'article 45ter, le Conseil d'Etat propose de préciser les attributions de la conférence nationale en rédigeant l'alinéa 2 comme suit:

„La conférence nationale a pour mission de représenter les élèves auprès du ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, d'émettre un avis sur les projets à elle soumis par le ministre, de formuler des propositions concernant la vie scolaire et le travail des élèves et de créer des commissions spéciales consultatives. Les attributions de la conférence nationale des élèves sont précisées par règlement grand-ducal qui détermine également les modalités de son fonctionnement.“

A titre de remarque finale le Conseil d'Etat rend attentif au fait que le présent projet doit, selon les informations fournies par le Gouvernement, entrer en vigueur avec l'année scolaire 1997/1998. Il paraît utile de faire coïncider l'entrée en vigueur avec le commencement de l'année scolaire. Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il de compléter le texte par un article 2 ayant la teneur suivante:

„**Art. 2.**— La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 1997.“

Suit le texte proposé par le Conseil d'Etat.

*

PROJET DE LOI

ayant pour objet de compléter la loi du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue par une disposition portant création de comités d'élèves auprès des lycées et des lycées techniques et d'une conférence nationale des élèves

Art. 1er.— La loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue est complétée sous le chapitre II.— „Des dispositions communes à l'enseignement secondaire et secondaire technique“ par l'ajout d'une partie C intitulée „Les comités d'élèves“ et comprenant les articles 45bis et 45ter suivants:

„**Art. 45bis.**— Il est créé auprès de chaque lycée et lycée technique un comité d'élèves qui a pour mission de représenter les élèves auprès de la direction de l'établissement et auprès des associations formées respectivement par les enseignants et par les parents, d'informer les élèves sur tous les problèmes en relation avec leurs études, d'organiser des activités culturelles, sociales ou sportives et de formuler toutes les propositions concernant la vie scolaire et le travail des élèves.

A cet effet, les comités d'élèves peuvent créer des commissions spéciales à caractère consultatif.

Les attributions prévues aux alinéas 1er et 2 ci-avant sont précisées par règlement grand-ducal qui détermine également les modalités d'élection, la composition et le fonctionnement du comité d'élèves.

Le comité d'élèves délègue les représentants des élèves au conseil d'éducation, tel qu'il est défini à l'article 54 de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI : de l'enseignement secondaire et à l'article 39 de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue.

Art. 45ter.— Il est constitué une conférence nationale des élèves comprenant un délégué par comité d'élèves.

La conférence nationale a pour mission de représenter les élèves auprès du ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, d'émettre un avis sur les projets à elle soumis par le ministre, de formuler des propositions concernant la vie scolaire et le travail des élèves et de créer des commissions spéciales consultatives. Les attributions de la conférence nationale des élèves sont précisées par règlement grand-ducal qui détermine également les modalités de son fonctionnement.”

Art. II.— La présente loi entre en vigueur le 15 septembre 1997.

Ainsi délibéré en séance plénière le 10 juin 1997.

Le Secrétaire général,
Emile FRANCK

Le Président,
Paul BEGHIN